

Interpellation : Pour une transition énergétique sobre, efficace, juste et paisible

Aujourd'hui, nos politiques de transition demandent aux **industriels** de développer des dispositifs plus **efficaces**, et aux **citoyens** d'utiliser au plus vite ces nouveaux dispositifs. On ose donc demander à chacun « d'utiliser des dispositifs 50 % moins impactants », mais jamais « d'utiliser 50 % moins leurs dispositifs ». Pourtant, de ces deux demandes, la seconde serait la plus apte à mener rapidement la transition énergétique.

La première demande vise une diminution de l'impact environnemental par l'investissement en **équipement individuel**. Nous constatons le peu de résultats avec nos lois du marché. Quand à la volonté d'accélération par la contrainte réglementaire, elle est freinée de toutes parts et soulève la problématique de la justice sociale. En résulte finalement des dépenses **publiques** (« aides ») fléchées. Cette direction « **efficacité** » prise par notre politique de transition, présente de nombreux désavantages, dont :

- le temps de remplacement de l'ensemble des dispositifs
- les mesures politico-financières découlent de la logique de l'économie libérale et dépendent du bon fonctionnement de celle-ci
- le transfert des fonds publics vers le secteur privé de manière inéquitable
- la lourdeur administrative d'obtention des « aides » est un frein conséquent
- le débat public sur la transition est déplacé vers un débat sur les « aides » : leur valeur telle année, la date à laquelle elles augmenteront ou disparaîtront, et la responsabilité de l'état plus que celui de nos modes de vie individuels
- la non-prise en compte de la finitude des ressources et les impacts des industries déplacées ; en poursuivant et amplifiant la pensée en « le neuf est meilleur que l'ancien » et « l'émission de CO2 lors de nos usages est la seule variable sur laquelle jouer ».
- La course insatiable à l'argent : la recherche d'aubaines instables et néfastes à l'adhésion en profondeur de changement de nos comportements.
- La société matérialiste individuelle, plus que la société conviviale soignant la nature et les maux humains.
- Les incitations et contraintes sur l'individu (vignette crit'air, RE2020...) ne le rassurent pas sur l'atteinte des objectifs de la COP21 à temps, faute de planification d'étapes pour atteindre l'objectif

La deuxième demande satisfait partiellement le besoin **collectif** de diminution de l'impact environnemental en questionnant nos **consommations individuelles**. Aussi naïve que la seule confiance dans les lois du marché pour propulser rapidement la transition, la seule confiance dans la responsabilité individuelle dans notre problématique de transition collective ne peut constituer pas la politique publique. Pourtant par choix, une partie faible mais grandissante de la population fait effectivement ce chemin par elle-même. Une politique publique pourrait se concentrer sur l'éducation et la sensibilisation, mais l'urgence est déclarée et cette méthode ne suffira pas, d'autant que l'éducation n'est pas la seule force influente sur la perception des besoins.

La première demande, sans prise en compte de la deuxième engendre deux injustices:

- Générationnelle : L'incertitude sur l'avenir conduit aujourd'hui à des angoisses et contestations fortes, particulièrement chez les jeunes
- Sociale : L'augmentation de la consommation de dispositifs du fait de l'augmentation de son efficacité au sein d'une fraction de la société, appelée effet rebond. Et l'effet inverse d'exclusion d'une fraction de la société trop précaire pour acheter ces nouveaux dispositifs performants. Il apparaît alors injuste de considérer également les consommations d'agrément et les consommations vitales sur le plan énergétique. L'ébriété des classes sociales supérieures en devient un facteur de turbulences sociales.

Alors, de la même manière que des outils financiers sont utilisés au service de l'efficacité (crédits d'impôts, CEE, primes rénov etc.), une politique économique pourrait se développer au service de la sobriété.

Nous appelons à la réalisation d'études socio-technico-économiques afin d'allier efficacité- sobriété, pour la justice et la paix sociale.

Ces pistes de réflexion ont pour objectif principal de faire un pas de côté, au-delà des méandres de nos politiques publiques actuelles. Se permettre d'imaginer avec ambition des nouvelles politiques économiques, environnementales et sociales autour de la transition énergétique n'est pas seulement un jeu de l'esprit, mais une nécessité face aux enjeux de tous ces domaines et aux attentes des générations actuelles et futures.

Sobriété et efficacité : pour permettre des trajectoires individuelles et collectives variées ¹

La sobriété ne remplace pas l'efficacité, mais la complète en apportant de la flexibilité dans les trajectoires de transition.

En partant pour chaque secteur économique concerné (principalement alimentation, transport, logement), d'une situation nationale moyenne d'empreinte par citoyen et de performance énergétique du dispositif, atteindre les objectifs d'impact peut se faire par une multitude de trajectoires.

Une politique économique équilibrée incitant à ces trajectoires sobriété- efficacité répondrait à cette double injustice générationnelle et sociale. Associée à une réglementation définissant des planchers et des plafonds d'empreinte par personne, la répartition de l'effort pourrait nous faire basculer d'une logique individualiste (limitée par la crainte que son effort personnel soit détruit par l'augmentation de l'impact du voisin) à une logique de solidarité pour un avenir commun.

La sobriété surfacique pour la transition énergétique dans le logement²

Pour le logement, secteur clé de la transition énergétique, l'efficacité correspond à diminuer la quantité de kilowattheures consommés par mètre carré, principalement à l'aide de l'isolation des parois et du rendement des systèmes de chauffage et ventilation. On raisonne par m² plutôt que par habitant, oubliant les écarts importants de surface occupée par personne. Or, en considérant des logements également chauffés et climatisés, la sobriété dans le bâtiment correspond à la diminution de la surface par personne (l'empreinte citoyenne).

Vivre dans 50 m² de classe énergie B (par exemple une consommation annuelle de 80 kWh/m².an) ou vivre dans 25 m² de classe énergie D (160 kWh/m².an) semble strictement équivalent en terme de contribution à la transition énergétique. De même que de vivre à 2 dans 50 m² de classe énergie D. Cependant, trouver un colocataire pour un T3 peut prendre moins de 1 mois, ne requiert pas d'investissement, pas d'aide, ni aucune consommation de matière première.

Aujourd'hui, rénover une ancienne ferme en une grande maison familiale de 200 m² ouvre plus de droits aux aides que de la transformer en 3 appartements fonctionnels. On voit clairement que la politique actuelle ne prend absolument pas en considération les efforts de sobriété surfacique. Actuellement, on empêche même l'accès à des logement de très petite taille en zones rurales, et les habitats légers et réversibles sont largement découragés.

Politiques tarifaires et monétaires³

Pour imaginer des politiques publiques qui prennent en compte la sobriété, il est difficile de s'affranchir de l'image de la dictature verte. Pourtant, des outils modernes et socialement acceptables sont envisageables.

Parmi eux, et en cohérence avec un apaisement des citoyens face à l'instabilité de leurs factures énergétiques, une tarification originale du prix de l'énergie de nos logements est à envisager. Plus précisément, un forfait à prix réduit voire gratuit jusqu'à une certaine quantité consommée, accompagné d'un prix au kWh supérieur au-delà, finançant ainsi le prix réduit du forfait de base et d'autres besoins pour la transition énergétique.

Une autre mesure à évaluer serait la création d'une monnaie en équivalents kWh. Celle-ci correspondrait en montant et source aux Certificats d'Economie d'Energie et chèques énergie actuels, mais mis à disposition à l'échelle d'un territoire. Sur ce territoire, les planificateurs et citoyens détermineraient les services écologiques et sociaux requérant du travail (plantations, fabrication d'isolants biosourcés, animation éducative...), et la monnaie serait distribuée aux volontaires qui s'en chargeraient. La monnaie ainsi acquise par les citoyens serait utilisable en énergie (achat d'essence, de bois, de gaz...) ou en transports (km de bus, de covoiturage...).

Les documents sont téléchargeable sur www.renoveco.org/.

1 *Le document A1 « Pour des trajectoires sobriété-efficacité diverses justes et pacifiques » démontre que toute consommation d'énergie pour un besoin personnel est le produit d'une empreinte et d'une performance énergétique . Il propose un carte pour concevoir et piloter la transition énergétique valable pour toute échelle de territoire ou groupes sociaux. Il explique qu'un plancher (bleu clair) et un plafond (orangé) à nos besoins est nécessaire pour la justice et la paix. Il propose de poursuivre ces travaux par une carte en 3D de la lutte contre le réchauffement climatique.*

2 *Le document A2 « Pour des trajectoires sobriété-efficacité diverses justes et pacifiques » est destiné à des acteurs de la politique du logement .*

3 *Le document B1 « Transition de nos logements - politique tarifaire & monnaie énergie » est un projet alternatif de politique économique avec des coûts moindre pour l'État et les propriétaires : tarification au forfait de l'énergie et monnaie énergie.*

Pour nous, il est important de considérer Sobriété et Efficacité ensemble et non séparément, de définir un plancher de justice sociale et un plafond de justice écologique, car les politiques de transition actuelles font l'objet de conflits sociaux (mouvement des gilets jaunes) et de conflits entre générations (grèves des Lycéens)

Nous appelons à la réalisation d'études socio-technico-économiques afin d'allier efficacité, sobriété, justice et paix sociale.

Nom prénom	Qualité
ANGEON Valérie	Économiste du système agri-alimentaire, directrice de recherche à INRAE, auteure de « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique
BENEDETTI Florian	Architecte HMONP, inscrit à l'ordre.
BEHM Patrick	Coordinateur « Transition énergétique citoyenne » Labo de l'ESS, ancien président et fondateur d'Enercoop.
BODIN Alice	Ingénieure énergie environnement Cheffe d'équipe en performance énergétique du bâtiment
CALTAGIRONE Bertrand	Politiste Science Po Paris
CHABALIER Lucas	Agir pour le Climat
CLEMENT RIVIERE Paul	Ingénieur Thermicien Chef d'équipe en performance énergétique du bâtiment - Charpentier -couvreur
du CREST Benoist	Ingénieur socio-économiste , consultant en performance énergétique du bâtiment, éco-matériaux, précarité énergétique.
CREVOISIER Olivier	Professeur d'économie territoriale à l'université de Neuchâtel (Suisse). Le changement économique et la dynamique des territoires à toutes les échelles, du local au global.
EPYNEAU Yaelle	Architecte, diplômée en performance énergétique du bâtiment
GIACHINO Lisa	Journaliste à l'Âge de faire
HIERNAUD Sandy	Artisane habitat Paille-Terre. Administratrice du centre de formation du Gabion
THERET Bruno	Économiste de la monnaie, Directeur de recherche émérite au CNRS, membre du pôle «Sociologie politique de l'économie» Université Paris Dauphine
THIRION Samuel	Ancien administrateur au Conseil de l'Europe, concepteur de la démarche participative SPIRAL, SG de TOGETHER, réseau international des territoires de coresponsabilité, cofondateur du réseau international URGENCI (AMAP/CSA)
VILLENEUVE Christian	Syndicaliste, président délégué de la MNT Mutuelle Nationale des agents Territoriaux
VIVERET Patrick	Philosophe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, directeur du Centre international Pierre Mendès France, il a dirigé la mission Nouveaux facteurs de richesse, il est à l'origine de la Sol (monnaie complémentaire), cofondateur des rencontres internationales « Dialogues en humanité »

Et déjà des citoyens engagés localement nous rejoignent : Catherine Serre (Cantal), Pierre Flety (Isère)

Pour joindre votre nom à cette liste envoyez un mail à trajectoires.justes@renoveco.org